

Le laboratoire Novartis accusé d'avoir corrompu deux ex-premiers ministres grecs

Le laboratoire pharmaceutique suisse est à l'origine d'un scandale qui pourrait éclabousser une bonne partie de l'opposition grecque.

LE MONDE | 06.02.2018 à 13h46 • Mis à jour le 06.02.2018 à 15h02

En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/europe/article/2018/02/06/le-laboratoire-novartis-accuse-d-avoir-corrompu-deux-ex-premiers-ministres-grecs_5252528_3214.html#KfboFotFwLFyMcJH.99

Le parquet anticorruption grec, qui enquête depuis 2016 sur le laboratoire pharmaceutique suisse Novartis, soupçonne une dizaine de dirigeants politiques grecs d'avoir accepté des pots-de-vin pour aider le laboratoire à commercialiser des médicaments aux vertus curatives discutables, et à gonfler ses prix. Ces hommes politiques ne pouvant être jugés par un tribunal ordinaire, leur dossier va être transféré, mardi 6 février, au Parlement, seul habilité à enquêter sur d'ex-membres du gouvernement.

Saisissante, la liste des politiciens possiblement impliqués inclut une partie du gotha politique grec. Y figurent deux ex-premiers ministres, dont le conservateur Antonis Samaras (Nouvelle Démocratie), huit ex-ministres, dont Adonis Georgiadis, numéro deux de Nouvelle Démocratie, chargé du portefeuille de la santé. L'actuel gouverneur de la Banque centrale, Yannis Stournaras, serait également impliqué, comme le commissaire européen aux migrations, Dimitris Avramopoulos. Le poids lourd socialiste Evángelos Vénizélos est également soupçonné.

En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/europe/article/2018/02/06/le-laboratoire-novartis-accuse-d-avoir-corrompu-deux-ex-premiers-ministres-grecs_5252528_3214.html#KfboFotFwLFyMcJH.99

GRÈCE: L'ENQUÊTE NOVARTIS VIRE AU SCANDALE POLITICO-FINANCIER

L'affaire des pots-de-vin présumés versés en Grèce par le géant pharmaceutique suisse Novartis a tourné mardi au scandale politique, avec l'implication présumée de dix ténors des précédents gouvernements, dont la plupart ont dénoncé une machination du pouvoir.

La liste inclut au total deux ex-Premiers ministres et huit ex-ministres notamment de la Santé, soit une bonne partie du gotha de l'opposition au Premier ministre de gauche, Alexis Tsipras.

Y figurent notamment l'ex-Premier ministre conservateur (Nouvelle Démocratie, ND) Antonis Samaras, l'actuel gouverneur de la Banque centrale Yannis Stournaras, l'actuel commissaire européen aux Migrations, le conservateur Dimitris Avramopoulos, le poids lourd socialiste Evangelos Venizelos, et le numéro deux de ND, Adonis Georgiadis.

A l'issue d'une enquête du parquet anticorruption ouverte en 2016 contre Novartis pour des faits qui remonteraient à la période 2006-2015, la partie du dossier concernant ces responsables sera transmise mardi au Parlement, seule habilité à enquêter sur d'ex-membres du gouvernement.

Le Parlement devra examiner s'ils ont fauté en permettant à Novartis de gonfler ses ventes en Grèce et ses tarifs, ce dont le groupe est soupçonné. Le parquet anticorruption a aussi lancé des poursuites contre un de ses dirigeants en Grèce, et poursuit l'enquête dans son volet non politique.

Parmi les têtes d'affiche citées, M. Samaras a dénoncé une "nouvelle diffamation de M. Tsipras", qui lui avait succédé au pouvoir il y a trois ans, assurant que ses accusateurs "devront en répondre devant la justice".

Affirmant n'avoir eu aucune compétence en matière de politique du médicament, M. Avramopoulos a démenti toute implication, tout comme M. Stournaras. Ce dernier a en sus dénoncé, en employant le mot anglais, un "bullying" (harcèlement) à son encontre de la part du gouvernement de gauche.

La thèse d'une machination politique a aussi été avancée par M. Venizelos, allié gouvernemental de M. Samaras avant l'arrivée au pouvoir de Syriza, le parti de M. Tsipras.

"L'enquête montrera s'il y a implication ou pas", a rétorqué le ministre de la Justice, Stavros Kontonis, déniait toute "intervention politique", sur la chaîne publique Ert1.

L'affaire "est d'une énorme ampleur", a-t-il ajouté. Il avait estimé en avril que Novartis avait probablement soudoyé "des milliers" de médecins et fonctionnaires, une affaire d'autant plus sensible que la santé publique a été frappée de plein fouet en Grèce par neuf ans d'austérité.

La branche grecque de Novartis a indiqué lundi "continuer à coopérer" avec les autorités, sans plus de commentaires.

Magazine Capital